

Emploi, salaires, retraites, avec le mouvement social

1^{er} mai pour une France juste et solidaire



La réforme des retraites est un enjeu essentiel, au plein sens du terme, pour notre pays. Il touche à l'avenir de notre système de solidarité, mais plus globalement à l'idée que l'on se fait de la justice sociale. Oui, une réforme est nécessaire, non seulement pour sauvegarder un système qui avec l'allongement de la vie a besoin de nouvelles ressources pour garder sa pérennité, mais aussi pour l'améliorer car il entretient encore trop d'inégalités notamment entre les hommes et les femmes, et d'hétérogénéité notamment entre le public et le privé. Pour résumer : **réformer oui, mais pour le progrès.** Or c'est tout l'inverse que le gouvernement annonce : réformer par la régression sur les droits déjà acquis.

Pourtant il est possible de conjuguer : maintien du système de retraite par répartition garant de la solidarité, maintien de l'âge légal de départ à 60 ans, prise

en compte de la pénibilité du travail, l'élargissement de l'assiette des cotisations aux revenus du capital et du patrimoine, transparence des droits de chacun tout au long de son parcours professionnel. Bien entendu tout cela est lié à la défense du pouvoir d'achat et des salaires, et à une politique de l'emploi et de lutte contre les licenciements.

Pour le gouvernement, après le « travailler plus pour gagner moins », c'est le « travailler plus longtemps en cotisant plus, pour gagner moins à la retraite ». **Le 1^{er} mai, ce sera pour les socialistes, avec la gauche politique et syndicale, l'occasion de réaffirmer la nécessité de retraites justes, de salaires décentes, et d'emplois stables, dans une France juste et solidaire. Il faudra être nombreux pour être entendu et préparer l'avenir.**

L'AGENDA

27 avril

► Projet

Conseil national de la Convention « Nouveau modèle de développement économique, social et écologique », salle de la Mutualité à Paris.

28 avril

► Médias

Harlem Désir sera l'invité de LCI à 8h20.

28 avril

► Social

Une délégation du Parti reçoit les représentants de la CFDT pour discuter des grandes questions sociales. L'UNSA, la CGC et la CFTC seront reçues en mai.

1^{er} mai

► Mobilisation

Les socialistes seront dans la rue aux côtés des salariés pour les défilés de la Fête du travail. À Paris, rendez-vous à 14h, angle de la rue du Temple et de la Place de la République, Métro République.

Retrouvez l'agenda sur
parti-socialiste.fr



L'info en continu

Jean-Jacques Urvoas, 20/04/10

Sécurité stabilité

« Qui peut penser que face à la recrudescence de la délinquance et à la baisse des effectifs policiers, l'urgence soit de changer un préfet en place depuis seulement quinze mois ? Ce dont la Seine-Saint-Denis a besoin, ce n'est pas d'un proche du chef de l'État qui va continuer la politique d'abandon et de relégation qui est la sienne. La Seine-Saint-Denis a besoin d'une politique dotée de moyens suffisants, menée avec constance dans le temps en s'appuyant sur les élus locaux ».

Bruno Julliard, Jean-Jacques Urvoas, 20/04/10

Gesticulations

« En matière d'absentéisme scolaire, les mesures seulement répressives ont partout démontré leur impuissance. Nicolas Sarkozy entend installer "un bureau destiné au policier ou gendarme référent" dans les établissements scolaires sensibles. Ce n'est pas un "bureau" qui remplacera des équipes pédagogiques renforcées et soutenues, conditions indispensables pour faire reculer la violence. La lutte contre la délinquance, l'absentéisme et le décrochage scolaires sont des problèmes difficiles qui méritent mieux que des nouvelles gesticulations ».

LE CHIFFRE DE LA SEMAINE

8 millions

C'est le nombre de personnes vivant en dessous du seuil de pauvreté en 2007 en France selon une étude de l'Insee qui vient de paraître. 8 millions de personnes, soit 13,4% de la population vivent ainsi avec un revenu inférieur à 908 euros mensuels. La moitié d'entre elles ont un niveau de vie inférieur à 743 euros mensuels. Ce chiffre date de 2007. La situation s'est probablement encore dégradée avec la crise et le million de chômeurs arrivé en fin de droits.

L'ACTU DU BUREAU NATIONAL

Retraites : les réflexions du PS

Depuis plusieurs semaines, le PS reçoit les leaders syndicaux pour s'entretenir avec eux des grands enjeux sociaux et notamment de la question des retraites. « Le PS a bien conscience des difficultés dans lesquelles se trouve le système de retraite » a expliqué Martine Aubry mardi soir devant le BN. Pour preuve, la note rédigée par Marisol Touraine, Secrétaire nationale en charge des retraites, qui ouvre des pistes de réflexion solides sur le sujet.

Alors que le gouvernement ne semble s'intéresser qu'à la durée de cotisation et au relèvement de l'âge légal de départ en retraite, les socialistes ont réaffirmé par la Première secrétaire mardi soir en BN, qu'« il ne faut pas se laisser enfermer dans l'alternative

augmentation de la durée de cotisation et recul de l'âge légal. Ce n'est pas acceptable. » Les 60 ans doivent tenir leur rôle de « vigie sociale » écrit d'ailleurs Marisol Touraine. « Relever cet âge reviendrait à faire payer la retraite des cadres par les ouvriers puisque pour ceux qui ont commencé à travailler tard et qui sont diplômés, le relèvement n'aurait aucun impact, alors que pour les autres il impliquerait des années de travail supplémentaires » développe-t-elle. Le PS déplore ainsi le refus du gouvernement d'ouvrir d'autres portes, d'autres pistes pour sauver le système de retraites français. Au-delà des discours affirmant le soutien du gouvernement à la retraite par répartition, soi-disant déjà « sauvé » par la droite avec les réformes Balladur et Fillon, l'objectif du gouvernement semble être

en réalité l'affaiblissement de notre système de retraite. Marisol Touraine propose « d'élargir le financement du système de retraite à d'autres ressources », en doublant par exemple le forfait social sur l'intéressement et la participation ou en majorant les prélèvements sur les bonus et les stock-options. Au total, ces mesures dégageraient « autour de 8 à 10 milliards de ressources nouvelles » a calculé Marisol Touraine. D'autres pistes sont également à l'étude pour créer un nouveau système pérenne et solidaire. Une délégation du PS sera reçue le 28 avril par Eric Woerth. Le Parti continuera également à travailler avec les syndicats sur la question en recevant en mai les représentants de l'Unsa, de la CGC et de la CFTC.

REPORTAGE

Rencontres thématiques en Inde

Martine Aubry, Harlem Désir, Jean Christophe Cambadélis et Jean-Marc Germain, ont effectué une visite d'études à New Delhi du 12 au 17 avril, pour approfondir les relations du PS avec le Parti du Congrès. La délégation a été reçue par Rahul Gandhi, Secrétaire général du All India Congress Committee. La situation mondiale, la crise économique, l'échec du sommet de Copenhague, le développement de la Chine ont été au centre des discussions. La délégation a rencontré ensuite le ministre du Commerce, Shri Jyotiraditya Scindia, et le ministre des Collectivités locales, S. Plot, Mani Shankar Aiyar et Ashwani Kumar (anciens ministres) ainsi que le secrétaire principal du Premier ministre.

Pour les questions économiques, Harsh Pati Singhania, président de JK Organisation, représentant les sociétés privées indiennes, a donné une vision optimiste des perspectives de l'Inde, dont le taux de croissance pour 2010-2011 serait supérieur à 8%. Comme Rahul Gandhi, il a plaidé pour une redistribution sociale plus large des bénéfices, pour assurer une croissance plus stable. La pauvreté en milieu rural a été abordée avec M. Rajagopal, animateur de Ekta Parishad qui

défend les paysans sans terre. Martine Aubry s'est également entretenue avec le ministre des Affaires étrangères, des diplomates et des experts indiens sur les questions de politique internationale et notamment sur la situation en Afghanistan et au Pakistan. La Première secrétaire a rencontré les ambassadeurs de France en Inde et au Népal. Côté culture, Martine Aubry a tenu à visiter l'atelier de Subodh Gupta, artiste plasticien, star de l'art contemporain en Inde, qui avait contribué au succès du festival Bombaysers de Lille à l'automne 2006. Elle a également rencontré Manesh Arora, créateur de mode. Parallèlement aux entretiens principaux, d'autres rencontres ont permis de maintenir le contact avec l'Association for Democratic Socialism et Sunilam Mishra, membre actif des mouvements altermondialistes. Une réunion avec des sympathisants du PS a également eu lieu en fin de ce séjour. Il a été convenu que des initiatives seront proposées pour intensifier les relations entre le PS et le Parti du Congrès. Le PS prévoit d'ailleurs d'inviter le Parti du Congrès à la convention internationale d'octobre 2010.



L'info en continu

Pouria Amirshahi,
Jean-Christophe Cambadélis,
Gaëlle Lenfant, 21/04/10

Violences

Depuis plusieurs jours, des femmes ont été attaquées, volées, torturées, violées et menacées de mort par des groupes d'hommes armés à Hassi Messaoud en Algérie. « Ces violences se sont concentrées contre des femmes seules, venues travailler dans cette ville pétrolière, elles illustrent les violences auxquelles les femmes doivent faire face lorsqu'elles remettent en cause les dominations et inégalités qu'elles subissent, expliquent les Secrétaires nationaux, Il est inadmissible que de telles agressions aient lieu sans que les pouvoirs publics algériens ne s'emparent de cette situation afin de réprimer les violences, et garantir les libertés et droits des femmes ».

Bernard Thibault (CGT), 21/04/10

Retraites

« Martine Aubry nous a redit sans ambiguïté que, s'agissant de l'âge de départ en retraite, le PS n'était pas pour l'abandon de ce droit au départ des salariés à 60 ans. Il y a un certain nombre de points d'accord, une approche assez comparable pour considérer qu'il faut des sources de financement différentes et nouvelles pour la pérennité du système de retraite par répartition ».

CONVENTION NATIONALE

Faites vivre le débat !

La Coopol s'est ouverte à vos contributions aux ateliers de la Convention pour un nouveau modèle de développement économique, social et écologique. Extraits d'interventions sur les sept derniers ateliers

Atelier 7 : Pouvoirs, propriété et gouvernance dans l'entreprise : de nouvelles règles pour un juste partage des richesses et l'amélioration des conditions de travail

Rémy

« L'amélioration du travail ne pourra s'effectuer sans une plus grande autorité des CHSCT dans les entreprises ».

Dany

« Il faudrait revoir la rémunération des mauvais dirigeants et redistribuer les bénéfices. Je propose 40% aux salariés, 40% aux investisseurs et 20% en réserve pour la société ».

Françoise

« On ne parle plus que d'objectifs, de rentabilité... On remplit des beaux tableaux mais personne ne s'intéresse à ce qu'on fait ».

Atelier 8 : Pour une société du bien-être, refonder la protection sociale

Gérard

« Quand on sait que le ministre chargé des retraites est un ancien directeur d'une société qui a conseillé ENRON, comment ne pas être inquiet ? »

Silvio

« Il ne faut pas oublier que faire de la prévention, c'est faire des économies... à long terme. Si les risques d'une vie continuent à être pris en charge, c'est autant d'économies que l'État fera plus tard ».

Dominique

« Le financement de la Sécurité sociale doit être effectué en imposant le capital et les stock-options ».

Atelier 9 : Réarmer l'État et la puissance publique, développer les services publics, distinguer les biens publics et les biens privés

François

« L'école de la République est un organe de l'État. Il doit donc la soutenir et arrêter de la mettre en péril par des suppressions de postes, mettre les moyens pour que les classes ne soient pas en surnombre, rénover les locaux au lieu d'installer des caméras de surveillance ».

Carmen

« Et si la commune prenait en charge tous les établissements scolaires, sauf les universitaires, qui se trouvent sur son territoire pour éviter la discontinuité et l'échec scolaire ? »

Karim

« Un État fort et protecteur, c'est de bons services publics comme la santé. Ce sont des hôpitaux publics de proximité puis une grosse structure régionale de pointe et de recherche ».

Atelier 10 : La révolution budgétaire et fiscale au service de la justice

Pierre

« Cette réforme de la fiscalité locale doit aller de pair avec

la réforme territoriale pour que les citoyens apportent leur contribution à l'échelle du territoire, la solidarité fiscale doit être le relais de la solidarité territoriale ».

Basile

« N'hésitons pas à imposer une limite de 7 fois le salaire minimum pour les gros salaires au sein d'une entreprise ».

Pascal

« J'aimerais que Monsieur le Surintendant m'explique comment on s'y prend pour dépenser encore quand on est déjà endetté jusqu'au cou ».

Atelier 11 : De nouveaux outils pour un monde solidaire et durable

Régine

« Redonner le sens du partage, créer de l'emploi, des liens intergénérationnels. Du vrai dans ce monde de l'illusion ».

Jean-Christophe

« Deux axes se dessinent : taxer les profits et favoriser fiscalement ce qui va dans le sens d'une écologie raisonnée ».

Jacques

« Il faut de nouveaux outils pour un monde solidaire et durable. Des outils mettant fin à l'appropriation par quelques-uns de l'ensemble de l'économie de la planète ».

Atelier 12 : Réorienter l'action publique européenne

Dominique

« Faisons le contraire de ce que veut Bruxelles qui entend démanteler les services publics. C'est comme ça et pas autrement qu'on réconciliera les Européens et l'Europe ! »

Vincent

« Réveillons le PSE et l'IS ! Nous serons beaucoup plus crédibles si nos choix sont partagés ».

Aymeric

« Pourquoi ne pas organiser une primaire européenne du PSE en 2013-2014, pour désigner le candidat PSE à la présidence de la Commission européenne ? »

Atelier 13 : Le nouveau modèle de développement et les territoires

Patrick

« Le vieillissement de la population est absent de l'aménagement du territoire. Pourtant l'économie résidentielle doit être une base de développement ».

Marc

« Les régions devront enfin être dotées du pouvoir et du budget en adéquation avec une vraie régionalisation ! Elle est un excellent modèle pour que le territoire se développe durablement ».

Dominique

« Je propose qu'on nomme un ministre d'État du cadre de vie ».

PS



Le 1^{er} mai, je marche avec les socialistes

Emploi, retraites, pouvoir d'achat

C'est maintenant qu'il faut agir pour :

Une réforme juste de notre système de retraites : le maintien de l'âge légal de départ à soixante ans, la prise en compte de la pénibilité et des carrières longues, la mise à contribution des revenus financiers.

L'emploi et le soutien aux chômeurs : lutte contre les licenciements, soutien aux PME créatrices d'emplois, création d'un pôle public d'investissement industriel pour réindustrialiser et développer les emplois de demain.

Le pouvoir d'achat et la lutte contre la précarité : 200 euros de remboursement de la TVA pour les ménages modestes, le blocage des loyers dans les secteurs sous pression, l'accès garanti à la santé sur tout le territoire.

Il faut dire stop à Nicolas Sarkozy :

**Stop aux suppressions de postes
dans la fonction publique.**

Stop à l'asphyxie des collectivités locales.

**Stop au bouclier fiscal
qui ne profite qu'aux riches.**

**Stop aux privilèges pour quelques-uns
et la crise pour les autres.**

Pour proposer, débattre et agir, rejoignez le Parti socialiste

- Je souhaite prendre contact avec les socialistes
- Je désire adhérer au Parti socialiste
- Je verse.....euros pour soutenir
l'action du PS (chèque à l'ordre de AFPS)
Selon les dispositions de la loi du 9 janvier 1995,
ces sommes seront soumises à réduction d'impôt.

À renvoyer au Parti socialiste,
10 rue de Solferino 75333 Paris Cedex 07
contact@parti-socialiste.fr - parti-socialiste.fr

Nom

Prénom

email

Tél

Adresse

code postal

Ville